



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Caisse régionale  
Île-de-France

**MARCHE**

**N°2025/**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P.)  
VALANT ACTE D'ENGAGEMENT

## **Location de bouteilles et fourniture de gaz pour le laboratoire de toxicologie ainsi que pour le Centre médical Stalingrad**

### **ENTRE LES SOUSSIGNES,**

POUVOIR ADJUDICATEUR :

La CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE (CRAM d'Ile de France)

17-19 avenue de Flandre - 75954 PARIS CEDEX 19

Représentée par le Directeur Général ou son délégataire

**D'UNE PART,**

LE TITULAIRE :

La Société .....

SIRET .....

Adresse .....

.....

Représentée par .....

En qualité de .....

**D'AUTRE PART,**

Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-  
France

17-19 avenue de Flandre – 75954 Paris Cedex 19

Tél. : 01 40 05 32 64 – Fax : 01 40 05 68 98 – [www.cramif.fr](http://www.cramif.fr)

## **IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent marché a pour objet la location de bouteilles et la fourniture de gaz de laboratoire ainsi que pour le Centre médical Stalingrad.

La Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France (CRAMIF), organisme de la branche maladie/AT-MP, a pour mission de prévenir, accompagner et réparer les fragilités liées à la santé, tant sociales que professionnelles, en Ile-de-France.

Elle assure la gestion de certaines prestations de Sécurité sociale (invalidité, allocation amiante, appareillage).

Dans le domaine de l'Action sanitaire et sociale, les 300 assistant(e)s de son Service social soutiennent chaque année près de 50 000 personnes parmi les plus vulnérables, luttent contre l'exclusion médico-sociale et la désinsertion professionnelle des assurés en arrêt de travail, sécurisent les sorties d'hospitalisation.

Son École de Service Social prépare au diplôme d'État d'assistant de service social, et propose une offre de formation continue en travail social.

Son Centre Médical Stalingrad dans le 19<sup>ème</sup> arrondissement parisien accueille chaque jour plus de 500 patients, leur donnant accès à une offre de soins pluridisciplinaires à tarifs conventionnés de secteur 1.

Sur le champ de la perte d'autonomie et du handicap, les ergothérapeutes de son Centre d'Information et de Conseil sur les Aides Techniques (ESCAVIE) interviennent dans l'aménagement du cadre de vie et des postes de travail en entreprise.

Dans le champ de la santé au travail, la CRAMIF accompagne les entreprises d'Ile-de-France pour protéger leurs salariés. Par le calcul et la notification des taux de cotisation Accidents du Travail/Maladies Professionnelles de 500.000 établissements, et grâce à l'action de ses préventeurs qui conseillent et accompagnent de manière ciblée près de 8.500 établissements, elle incite à la mise en place d'actions de prévention. Elle dispose également de 3 structures techniques (2 laboratoires de toxicologie et de bio-contaminants ainsi qu'un centre de mesures physiques)

### **ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES ET CARACTERISTIQUES**

Procédure de passation : Accord cadre mono attributaire à bons de commande (Articles R2162-1 et suivants) passé selon la procédure adaptée (Article R2123-1 du code de la commande publique). Les prix sont unitaires appliqués aux quantités réellement commandées.

Conformément à l'article L.1111-4, le présent marché est un marché de services.

### **ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS ET ORDRE DE PRIORITE**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) valant acte d'engagement et le Bordereau de Prix Unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives générales Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS arrêté du 30/03/2021 JORF du n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021), document non joint mais réputé connu du titulaire.
- Livret de sécurité du prestataire CRAMIF

- La proposition du titulaire

#### **ARTICLE 4 - DATE DE PRISE D'EFFET / DUREE**

Le marché prend effet à compter de date indiquée sur le courrier de notification. Le démarrage prévisionnel des prestations est prévu le 2 mai 2025.

Le marché est conclu pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction dans la limite de trois fois soit une durée maximale théorique de quatre années.

Le préavis est fixé à trois mois à date anniversaire du marché.

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne peut pas s'opposer à la tacite reconduction

Sa durée totale ne pourra excéder 4 années et 30 000 € HT, soit 36 000 € TTC.

#### **ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION - LIVRAISON**

Les différents gaz faisant l'objet du marché sont décrits dans le Bordereau de Prix Unitaires (annexe 1) et doivent répondre aux diverses caractéristiques (pureté, type de bouteille, ...) qui y sont détaillées.

##### **1. Délais de livraison et organisation**

- Pour le laboratoire LTX :

Les délais de livraison doivent être complétés dans le BPU.

**ATTENTION** : le gaz Argon fait l'objet d'un délai particulier, il doit être livré impérativement dans les **48 heures après commande.**

Les commandes sont passées soit par mail ou via un site dédié du titulaire sur internet (avec accès sécurisé) selon les modalités de fonctionnement du titulaire, décrites dans son offre.

Après la mise en place des premières bouteilles au démarrage du marché, une bouteille vide sera à récupérer lors de chaque livraison à l'occasion des réapprovisionnements.

La livraison s'effectue en étage (9<sup>ème</sup>) : le prestataire se présente au PC sécurité (préalablement informé de la livraison par le laboratoire) 14 ter rue de Tanger, un agent l'accompagne jusqu'au lieu de stockage ou d'installation de la bouteille, entre 8h30 et 12h30.

**ATTENTION** : L'hydrogène est stocké à l'extérieur en terrasse avec un accès comportant des marches.

La visite obligatoire permettra le repérage.

- Pour le Centre médical Stalingrad (bouteille mélange 2800ppm (0,28%) CO + 9,5% He / Air uniquement)
- La livraison se fera au 14 Ter rue de Tanger, le livreur devra se signaler au PC sécurité en arrivant.
- Le livreur sera accompagné durant toute la livraison / installation de la bouteille de gaz par un agent de sécurité

- La livraison se fera en pièce 2315.2 (salle dédiée à la cabine d'EFR)
- La bouteille de gaz devra être accompagnée de sa fiche de données de sécurité lors de la livraison.

Conformément à l'article 13 du CCAG FCS un sursis de livraison peut être accordé en cas de force majeure.

## **2. Obligations diverses du titulaire**

### Responsabilités et assurances

#### Responsabilités :

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Organisme ou à des tiers.

#### Assurances :

Le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel et celui de la CRAM Ile-de-France.

Le titulaire garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des prestations qui pourraient se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers le site ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au contrat.

De même, le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance spécifique pour les locaux mis à sa disposition par la CRAM Ile-de-France. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquence d'un défaut.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la CRAM Ile-de-France, de tous dommages, dégâts, vols, accidents, détérioration des stocks de nourriture entreposés et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

Pour tout matériel confié au personnel du titulaire, l'entretien de routine et l'usage selon les règles de l'art et de la législation de sécurité, restent sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire est tenu de faire assurer à ses frais, préalablement à leur mise à disposition et tant qu'il en dispose, les matériels et objets qui lui sont confiés.

Sa responsabilité protège la CRAM Ile-de-France contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour toute cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution qu'il a souscrit auprès de Compagnies notoirement solvables une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages causés aux tiers et à la CRAM Ile-de-France et engageant sa responsabilité.

**Les polices d'assurance doivent être communiquées à la CRAM Ile-de-France au plus tard dans le mois qui suit la notification du marché, accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte du**

**présent document. Cette déclaration précise la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurances souscrits par le titulaire.**

La CRAM Ile-de-France peut à tout moment se faire justifier par le titulaire du paiement régulier des primes d'assurance.

Le titulaire doit prévenir la CRAM Ile-de-France de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de la modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises à la CRAM Ile-de-France qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le présent contrat est résilié de plein droit et sans indemnité si bon semble à la CRAM Ile-de-France.

La CRAM Ile-de-France décline toute responsabilité pour les dommages quelconques causés dans l'immeuble ou ses abords, aux installations d'appareils, véhicules, etc., appartenant au titulaire, aux ouvriers ou aux tiers.

Sauf faute grave et inexcusable de la CRAM Ile-de-France, le titulaire s'engage à ne pas entamer de procédure de recours vis-à-vis de la CRAM Ile-de-France ou de ses représentants physiques ou moraux.

**Mesures concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs**

Le titulaire doit appliquer la réglementation en vigueur.

En particulier, le personnel du prestataire doit porter les EPI appropriés lors de la manipulation des bouteilles de gaz.

**Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariale en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités.

**Effectifs et moyens mis en œuvre**

Le titulaire est tenu de s'organiser avec l'Organisme pour accéder aux lieux d'exécution des prestations.

Il est tenu enfin d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engins et moyens de toutes sortes suffisants de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai convenu.

Le titulaire devra utiliser, pour l'exécution des prestations, une main d'œuvre qualifiée sur le plan technique et la sécurité et ayant un comportement irréprochable vis-à-vis des personnes présentes dans les locaux.

**Consignes de sécurité**

Le titulaire doit enseigner au personnel sous son autorité les diverses consignes de sécurité, générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

**ARTICLE 6 – PRIX– VARIATION DANS LES PRIX**

Les prestations sont traitées à prix unitaires (cf. BPU) appliqués aux quantités réellement commandées.

### 6-1 contenu des prix

D'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés tenir compte des prescriptions décrites au présent document et au BPU, et en particulier des points suivants :

- des déplacements
- de la main-d'œuvre, durée hebdomadaire légale, compris charges sociales,
- des fournitures nécessaires aux prestations, compris les petites fournitures,
- de la location, de l'amortissement, de la manutention du matériel et de l'outillage nécessaire à l'exécution des prestations,
- du nettoyage des lieux, accès et abords en cours ou en fin d'exécution des prestations ou de leur protection au moyen de toiles ou bâches,
- des assurances et garanties réglementaires contractées par les entreprises,
- des incidences de petites surfaces, locaux encombrés et toutes sujétions particulières de mise en œuvre,
- la signalisation du chantier pour protection des personnes.

### 6-2 variation des prix

Les répercussions sur les prix des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

- Mois d'établissement des prix ; les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mars 2024.
- Les prix sont fermes sur la première année puis révisables annuellement, à date anniversaire du marché, en fonction de la formule :

$$P = Po (0,6*ICHTrev-TS / ICHTrev-TSo + 0,4*EBIQ / EBIQo)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix de base

Les indices retenus sont :

**ICHTrev-TS** : indice ICHTrevTS coût horaire du travail tous salariés catégorie Activités spécialisées scientifiques et techniques dernier indice publié par l'INSEE au moment de la révision

**ICHTrev-TSo** : même indice valeur mars 2025

**EBIQ** : indice Energie, biens intermédiaires & biens d'investissements dernier indice publié par l'INSEE au moment de la révision

**EBIQo** : : même indice valeur mars 2025

- La révision ne prend effet qu'après réception et validation par la CRAMIF de tout document justifiant cette révision annuelle. Cette validation se formalise par une lettre simple ou un courrier électronique à destination du prestataire.

## **ARTICLE 7 – MODALITES DE VERIFICATION**

Les vérifications consistent à s'assurer que les prestations exécutées sont conformes aux prescriptions du présent marché et aux engagements du titulaire.

Avant l'acceptation définitive des prestations, appelée réception, les prestations réalisées font l'objet d'une vérification qualitative et quantitative au moment de la livraison, destinée à s'assurer de leur conformité avec les spécifications définies ou acceptées par la CRAMIF.

La CRAMIF dispose d'un délai de quinze jours pour effectuer ces opérations de vérification. Ce délai commence à courir le lendemain de l'acte portant constatation du service fait. Si à l'expiration du délai de quinze jours la CRAMIF prend une décision de réception. L'absence de décision négative intervenue dans ce délai vaut décision implicite de réception.

Les opérations de vérifications qualitatives sont effectuées selon les usages du commerce pour les prestations considérées.

## **ARTICLE 7 –MODALITES DE REGLEMENT**

Le paiement s'effectuera par virement sur présentation de la facture mensuelle correspondant à la réalisation des prestations.

- Compte à créditer – joindre un R.I.B.....
- Numéro :.....
- Banque :.....
- Centre de chèques postaux :.....
- Trésor public :.....

TRANSMISSION DES FACTURES SUR CHORUS SIREN : 77569473000018

SERVICE : DIAM Service ordonnancement

Elles devront comporter les mentions suivantes :

- Référence du marché ,
- Description des prestations exécutées et leur prix HT et TTC
- Le montant total en € HT et TTC avec indication de la TVA

Le délai global de paiement qui court à compter de la date de réception de la facture est de 30 jours comme le dispose l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit en vertu de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique:

- au bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux applicable est celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de

calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points ;

- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € (article R 2192-35 du même code).

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Financier et Comptable de la CRAM d'Ile-de-France.

## **ARTICLE 8 - PENALITES**

Par dérogation l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de retard dans la livraison, il sera appliqué une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{5}$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = Montant de la valeur de la prestation non effectuée

R= nombre de jours de retard (24 heures = 1 jour)

La transmission des pénalités fait l'objet d'une lettre simple sans mise en demeure préalable. Le montant des pénalités est prélevé sur la première facture reçue postérieurement à la date d'envoi de la ladite lettre simple. Si la pénalité trouve à s'appliquer en dehors de la période contractuelle prévue, le prestataire s'engage à l'honorer.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités est plafonné à 20 % du montant de la commande.

## **ARTICLE 9 -SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines prestations à condition d'avoir obtenu de la CRAMIF l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

## **ARTICLE 10 – PIECES A FOURNIR**

Conformément aux articles R2143-7, R2143-8 et R2143-9 du code de la commande publique, la CRAM Ile-de-France, préalablement à la notification du marché, demandera par tous moyens au soumissionnaire retenu de transmettre les copies des documents suivants :

- Attestation de régularité fiscale
- Attestation de vigilance
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Attestation d'assurance en cours de validité

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>



Faute de produire les documents précités, l'accord cadre et/ou le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## **ARTICLE 11 - CONFIDENTIALITE**

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

-

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

Les données d'identification vous concernant, utilisés dans le cadre de la gestion administrative des achats et marchés de la CRAMIF, font l'objet d'un enregistrement dans un traitement informatisé dont l'inscription est référencée au registre du Délégué à la Protection des Données de la CRAMIF.

Conformément à la législation en vigueur, vous pouvez obtenir communication des informations vous concernant en contactant le Délégué à la Protection des Données: [dpo.cramif@assurance-maladie.fr](mailto:dpo.cramif@assurance-maladie.fr).

Le titulaire devra se conformer aux dispositions du Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD). L'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés devra également être prise en compte par le prestataire.

Par ailleurs afin de permettre l'application des articles 32, 33 et 34 du Règlement Européen sur la sécurité des données, en cas de violation de données, le prestataire devra être en mesure de prévenir la CRAMIF au plus tard dans les 48 heures après en avoir pris connaissance, sur l'adresse de messagerie dédiée [ALERTE-DONNEES.cramif@assurance-maladie.fr](mailto:ALERTE-DONNEES.cramif@assurance-maladie.fr).

## **ARTICLE 12 - RESILIATION**

En complément de l'article 38 du CCAG FCS, le marché pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des deux parties, à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve de respecter un préavis de trois mois, sans qu'aucune des deux parties ne prétende à une indemnité. La CRAMIF insiste sur la spécificité même de sa mission de service public qui lui impose d'assurer une continuité de service.

Les autres cas de résiliations prévues par le CCAG Fournitures courantes et services demeurent applicables.

## **ARTICLE 13 – DEROGATIONS AU CCAG FCS**

L'article 8 déroge aux articles 14.1 et 14.1.2 du CCAG FCS.  
Les article 10 et 12 dérogent à l'article 38 du CCAG FCS.

## **ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES**

Tout litige relatif à l'interprétation, l'exécution ou la validité des présentes clauses sera porté devant le Tribunal Judiciaire de Paris, à l'exclusion de toute autre juridiction.

**POUR L'ENTREPRISE**

**NOM et PRENOM .....**

**Qualité du signataire (en cas de délégation de signature joindre un pouvoir)**

.....

**SIGNATURE et CACHET ENTREPRISE**

**POUR LA CRAMIF**

**Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement**

**PARIS, le .....**

**La personne représentant le pouvoir adjudicateur**

**NOM et PRENOM.....**

**Qualité du signataire.....**

**SIGNATURE et CACHET DU SIGNATAIRE**